Critique Sociale

numéro 19 – janvier 2012

En finir avec la société hiérarchique-capitaliste

La crise économique et sociale que nous subissons depuis au moins 3 ans, provoque un surcroît de violence dans la société. Les rapports sociaux hiérarchiques du mode de production capitaliste sont déjà en eux-mêmes un facteur important de diffusion de violence dans les rapports humains.



Manifestation en Grande-Bretagne le 30 novembre 2011

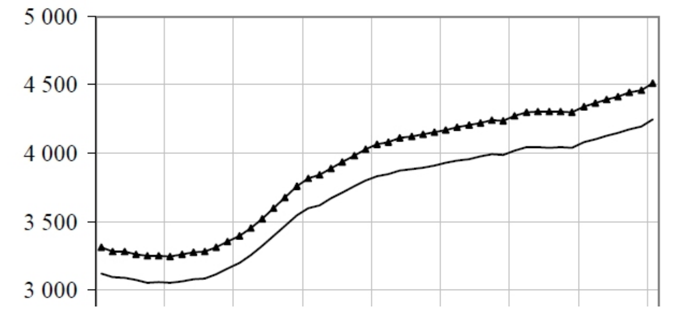
Comme l'écrivait Karl Marx, le capital apparaît en « *suant le sang et la boue par tous les pores.* »[1] Les tentatives de division de la population, menées en france par le gouvernement Sarkozy,

[1] *Le Capital*, chapitre 31, dans : Karl Marx, *Œuvres tome I (Economie)*, Bibliothèque de la Pléiade, p. 1224.

entraînent discrimination et stigmatisation, qui peuvent à leur tour créer – au sein des « catégories » visées par le pouvoir – un repli identitaire en réaction. Le pouvoir mène donc une politique d'accroissement de la violence sociale, qui s'ajoute à la violence diffuse qui se crée mécaniquement suite à la crise, et qui est d'ailleurs inhérente aux rapports sociaux au sein du mode de production capitaliste. Il est évident que les problèmes sociaux et environnementaux ne peuvent pas trouver de solution par la régression sociale, qui est pourtant actuellement pratiquée. Cette politique est menée dans l'intérêt exclusif des classes dominantes, et révèle les oppositions fondamentales qui existent entre les classes sociales dans la société actuelle.

Voir les pouvoirs de france et d'Allemagne baisser en 2011 les impôts des plus riches est un nouveau révélateur de l'essence du système dans lequel nous vivons. En effet, ce type de mesure au profit de la minorité privilégiée est de tous temps totalement injuste socialement, en plus d'être – accessoirement – inefficace économiquement. Mais de plus, prendre ce type de mesure très coûteuse pour l'Etat pendant une « crise de la dette publique », cela relèverait de la folie pure si l'on pensait que l'intérêt général était la motivation des gouvernants. En réalité, plus simplement, des individus comme Merkel et Sarkozy sont à la fois au service d'une seule classe sociale (que l'on peut pour résumer désigner comme étant la classe capitaliste), en plus d'être prisonniers de carcans idéologiques.
Par exemple, on pourrait s'étonner que les Etats ne s'unissent pas pour faire face aux autres acteurs financiers afin d'obtenir la restructuration de leurs dettes. Cela aurait pour eux l'avantage d'empêcher ou de limiter l'émergence dans la population de la véritable solution au problème de la dette des Etats : leur répudiation générale, autrement dit leur dénonciation et le refus unilatéral de rembourser. Le recours à la restructuration pourrait être aux yeux d'une classe capitaliste consciente de la situation et de ses propres intérêts à long terme, un moyen d'éviter le recours à cette solution radicale, et donc un moyen de conserver l'essentiel de ses privilèges.

Le bilan du quinquennat de Sarkozy qui s'achève, et plus largement de 10 ans de gouvernements de droite, est particulièrement accablant. Le chômage de masse s'est poursuivi, et connaît une nette aggravation depuis plus de 3 ans. Le droit à la retraite à 60 ans a été supprimé – ce qui a entre autres pour effet d'accroître le chômage, et de baisser le montant réel des pensions. On pourrait multiplier les exemples, en france comme ailleurs : le caractère nocif des politiques des différents gouvernements est en effet subi par les travailleurs du monde entier.



Evolution du nombre de chômeurs en france (en milliers) de 2007 à 2011.

Cependant, l'issue n'est pas simplement de mener la politique inverse de celle de la droite. L'origine du problème n'est pas tel ou tel groupe d'individus, c'est la structure économico-politique dans son ensemble. La société hiérarchique-capitaliste est générée par le mode de production, et même s'il pourrait paraître plus simple de n'y apporter que des modifications, ce ne serait qu'un leurre. Changer un rouage ou un autre serait une mesure à courte vue qui ne résoudrait rien de façon durable. C'est l'ensemble de la « machine » qu'il faut remplacer par un tout autre fonctionnement. Pour notre part, il nous semble que l'alternative serait un mode de production socialiste autogéré, accompagné d'une démocratie sociale élaborée à la base, qui permettrait d'en finir avec la crise et ses causes.

Contre le nouveau plan de rigueur du gouvernement

Voici le texte d'un tract que nous avons diffusé en novembre, suite à l'annonce du nouveau plan de rigueur (ou d'austérité) décidé par le gouvernement français. Et il y a eu depuis de nouvelles attaques contre les retraites, contre les arrêts maladies, etc.

Rigueur : les riches vous remercient !

Avec le nouveau plan de rigueur annoncé par le gouvernement, les plus pauvres vont payer pour combler les déficits qui profitent aux riches. Des milliards d'euros vont être prélevés à travers une hausse de la TVA (dont le taux dit réduit passe de 5,5% à 7%), ce qui va se traduire par l'augmentation de nombreux prix : titres de transport, médicaments non-remboursables, certains services, ou encore le prix des livres et du cinéma.

La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit ; c'est donc tout naturellement la plus importante source de recettes de l'État. L'essentiel du budget de la collectivité est fourni par la TVA, et donc majoritairement par les moins riches. Pour rembourser les intérêts d'une dette creusée entre autres par la réduction des impôts des riches, l'État va se servir dans les poches des classes populaires.

À votre avis, combien de livres à 10 euros faudra-t-il taxer à 7% pour payer sa ristourne annuelle de 30 millions d'euros à la milliardaire Liliane Bettencourt (qui n'a jamais travaillé de sa vie) ? Plus de 42 millions de livres ! (rappelons que le bouclier fiscal, dont la suppression a été annoncée, s'appliquera en fait encore en 2012)
Et pour payer les 1,8 milliards d'euros de cadeau fait cette année aux plus riches par la baisse de l'ISF (impôt sur la fortune) ? Il faudrait taxer plus de 2,5 milliards de places de cinéma !

Depuis la fin des années 80, la France comme les autres États a commencé à prélever moins d'impôt sur le revenu des riches, et plus sur l'ensemble de la population. Ces dernières années ce processus s'est accéléré avec les gouvernements Sarkozy-Fillon, et le plan de rigueur est comme une sorte de bouquet final du quinquennat : après avoir mis en place des mesures fiscales qui profitent aux plus riches pour un coût annuel d'une dizaine de milliards d'euros, voilà qu'ils les récupèrent en augmentant la TVA.
Le gouvernement nous oblige donc à payer les cadeaux qu'il fait aux riches. Cette situation est inacceptable, et même absurde. Nous pensons que la réponse démocratique aux plans de rigueur devra trouver de nouvelles formes de mobilisation et d'action pour se faire entendre. Sans attendre mai 2012, il est possible d'empêcher ces mesures injustes, par exemple en rejoignant les mouvements qui se créent partout dans le monde : les « indignés », les occupants de Wall Street...
Il n'y a pas de fatalité à ce que les capitalistes nous fassent payer leur crise.

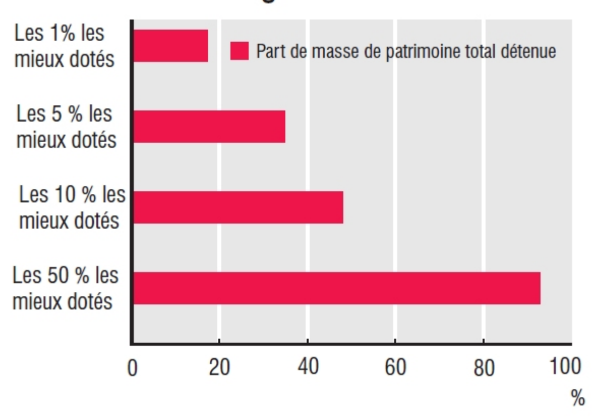
* * *

Les inégalités sont en forte hausse depuis 2004

Une récente étude de l'INSEE confirme que les inégalités s'aggravent en france[2]. En 2010, les 5 % les plus riches possèdent 35 % des richesses globales de ce pays, quand les 50 % les moins riches n'en

[2] Institut national de la statistique et des études économiques, « Les inégalités de patrimoine s'accroissent entre 2004 et 2010 », *Insee Première* n° 1380, novembre 2011, sur www.insee.fr . Nous avons abordé dans un numéro précédent les inégalités dans le monde : « Les inégalités ne cessent de s'accroître », *Critique Sociale* n° 2, novembre 2008, p. 6.

ont que 7 %. Donc, la moitié de la population possède en moyenne 50 fois moins que le vingtième le plus privilégié !



Les 10 % les plus privilégiés possèdent la moitié des richesses totales ; à l'opposé, les 10 % les plus modestes n'ont que 0,05 % du patrimoine : le dixième le plus riche possède donc mille fois plus (!) que le dixième le plus pauvre. Résultat majeur de cette étude, on apprend que l'inégalité entre ces deux tranches de la population s'est accrue de 30 % entre 2004 et 2010.

Ce sont les employés et les ouvriers – autrement dit la majorité des travailleurs salariés – qui possèdent le moins de richesses. Ce sont aussi les catégories sociales les plus nombreuses. Inégalités, pauvreté, c'est bien une société divisée en classes sociales qui est observée par cette enquête officielle – ce que l'étude se garde bien de dire... mais le constat est flagrant.
Cet accroissement alarmant des inégalités est le résultat concret des politiques mises en place, et depuis 2007-2008 des conséquences de la crise économique.

* * *

Ni dieu, ni césar, ni Mélenchon

Les habits neufs d'un tribun démagogue

Force est de constater qu'il y a autour de Jean-Luc Mélenchon ce que l'on appelle aujourd'hui une « dynamique ». Ancien trotskiste (lambertiste) reconverti en sous-ministre PS du gouvernement capitaliste de Lionel Jospin, Mélenchon est aujourd'hui à la tête d'un « Front de gauche » qui réunit les décombres du PCF et son petit groupe personnel, le PG (sans compter quelques reliquats sociaux-démocrates, chevènementistes et maoïstes). Il hante les plateaux de télévision et les séquences consacrées aux « petites phrases du jour », bref, il est actif, et quel que soit son résultat final en avril prochain, nous pensons que cette « dynamique » est la preuve de l'actuelle absence généralisée de pratique et de vitalité démocratiques. Nous observons la réalité de cette mobilisation molle et impensée autour de ce personnage, et nous voudrions apporter ici quelques éléments à même de dessiller les yeux de ceux qui hésiteraient encore à rejoindre cette triste carmagnole électorale.

Chacun a le droit de se tromper, et il est toujours temps de commencer à réparer ses erreurs, mais il est tout de même intéressant de se pencher sur le passé lointain de Mélenchon. Celui-ci a débuté en politique au sein de l'OCI, comme Lionel Jospin, c'est-à-dire une des pires « sectes » politiques qui soient, qui pratique l'entrisme dans toutes sortes de bureaucraties syndicales et politiques. Comme Jospin, Mélenchon a peut-être rejoint le PS dans ce cadre-là. Attendre son heure, monter en grade,

jouer les uns contre les autres, tracer sa route sinueuse pour atteindre le sommet d'un appareil : voilà l'essence du parcours de Mélenchon. C'est un bureaucrate pur sucre qui a fait carrière dans plusieurs organisations successives, de l'UNEF au PG en passant par l'OCI et le PS. Et il n'y a franchement rien d'héroïque là-dedans, dans cette époque mitterrandienne où les « lamberts » comme Jospin mettaient en musique les mensonges de « l'Union de la gauche », et qui marque la fin pitoyable de la période de luttes sociales des années 60 et 70. La trajectoire de Jean-Luc Mélenchon est comme un résumé de ces espoirs trahis : une gauche électoraliste a éteint les aspirations au changement de millions de gens engagés dans la transformation d'une des sociétés les plus rétrogrades d'Europe occidentale, en s'appuyant sur des techniciens du mensonge issus du léninisme le plus rance.

On dira que Jean-Luc Mélenchon n'est plus le même, qu'il a quitté le PS, mais... pour faire quoi ? Selon nous, la même chose, en plus petit cette fois. L'histoire revient souvent sous forme de farce. Depuis des mois, Mélenchon répète une phrase qui à nos yeux résume toute sa vision de la politique : « *la révolution par le bulletin de vote* ». De fait, sans dire que nous serions dans une période pré-révolutionnaire, il y a des mouvements sociaux, dispersés et limités par les bureaucraties politiques et syndicales institutionnelles, mais des mouvements tout de même, et le refus de la contre-réforme des retraites l'a bien montré. Pendant ce puissant mouvement de l'automne 2010, plutôt que de proposer la grève générale ou une construction de la lutte à la base, Mélenchon demandait à l'inverse... un référendum !
Dans ce contexte tendu, mais où les mouvements sont empêchés d'aller jusqu'au bout de leur logique ou de se rencontrer dans des espaces politiques démocratiques et ouverts, la démagogie de Mélenchon trouve sa place. Lors de son passage dans l'émission de France 2 *Des paroles et des actes* du jeudi 12 janvier 2012, Mélenchon s'en est donné à cœur joie dans son registre de démagogue populiste. L'ex-sénateur dans le texte :

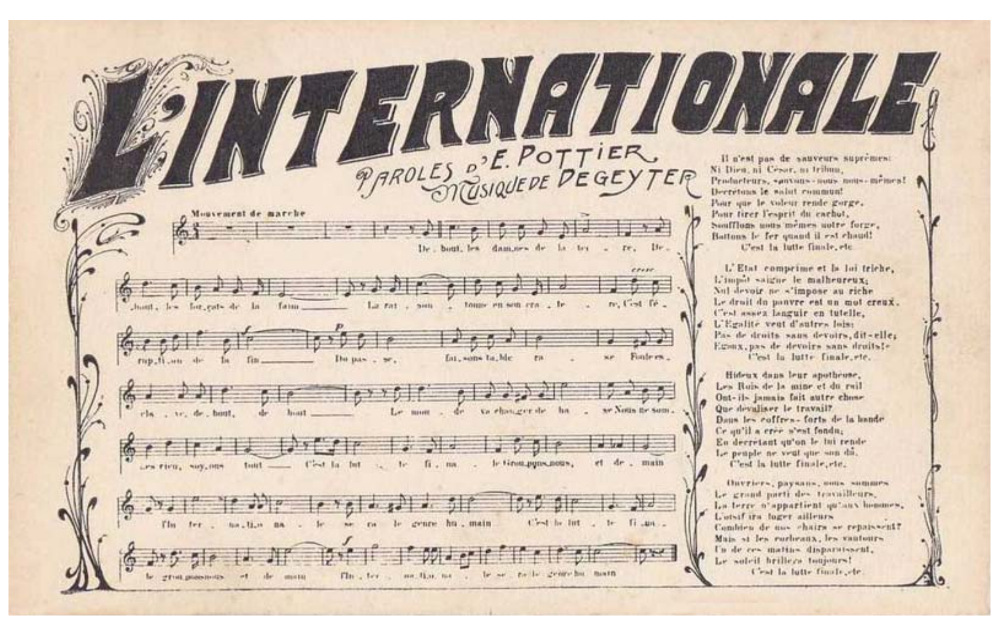
> « Pour moi qui suis républicain comme tous mes amis du Front de gauche, ça me crève le coeur de voir ça. [les gens] ne croient plus à rien. Ils rejettent tout le monde et moi je dis oui, ne vous trompez pas, mettez-leur des visages, des noms, les profiteurs, les riches, les importants. Chassons-les. Mais pas tout par dessus bord. La société organisée. La colère, oui, mais la colère ça doit avoir un débouché politique. [...] Quelqu'un qui appelle à la révolution par les urnes, vous appelez ça quelqu'un qui appelle à la guerre civile ? J'appelle à voter, avec mes camarades du FG, j'appelle pas à prendre des fusils, des bâtons et des pierres. Je dis "on va voter", on fait notre travail. [...]
> Comment je vois l'action politique révolutionnaire ? J'assume le mot révolutionnaire. Les gens vont se mettre à s'emparer des problèmes pour les régler eux-mêmes. C'est le slogan de ma prochaine affiche : "Prenez le pouvoir". Nous on va le faire par les bulletins de vote, mais si le bulletin de vote ne suffit pas, vous vous débrouillerez avec la suite. »

Il est impressionnant de voir comment Mélenchon donne lui-même les outils pour démonter son discours. Il ne cherche même pas à masquer les contradictions criantes qui existent entre le slogan « prenez le pouvoir » et sa vision de la politique où un parti fait son travail en appelant à voter pour un candidat à l'élection présidentielle. S'emparer des problèmes et les régler soi-même est par définition l'inverse de l'acte de confier le soin à un beau parleur de les régler. Sa « société organisée », c'est celle où on évite la confrontation politique en offrant un débouché en papier à glisser dans une boîte en plastique transparent au désir de balancer par dessus bord le système que l'on ne veut plus subir. Et si le stratagème ne marche pas, Mélenchon abandonnera les dominants face à ceux qui voudront rompre radicalement avec le système qui assure leur domination. Il dit en termes très simples qu'il est là pour canaliser l'élan vers le changement et l'empêcher de tout renverser, et qu'il fuirait si cet élan devenait trop fort. Mélenchon explique lui-même qu'il est l'ultime rempart du capitalisme, et qu'une révolution le chasserait de la scène politique. Nous en étions persuadés, mais l'entendre le dire à des millions d'auditeurs a quelque chose de comique.

> « Ce n'est pas rien quand on vous confie comme mission de marcher devant, de parler pour les autres. [...] Il faut que ceux à qui on confie la mission de marcher devant portent la belle parole de gauche, la

parole tribunitienne, soient de bons drapeaux, pour ceux qui désespèrent. [...] Je donne à l'immense colère populaire un visage. [...] C'est moi le modéré dans la bande. [...] Je suis un parlementariste. »

Mélenchon se prend pour un tribun, il joue le rôle, connaît ses classiques et pense savoir scander les phrases. Mais il a surtout une fonction tribunitienne, il est là pour que ceux qui se perçoivent comme écrasés par le système actuel se sentent représentés. Mais lorsque l'on se fait représenter, c'est justement parce que l'on est absent. Ceux qui veulent un changement radical dans l'organisation de la société n'ont pas à se faire représenter par un tribun, ils doivent comme le dit ce polichinelle s'emparer des problèmes pour les régler eux-mêmes, et ne surtout pas rester dans leur coin en attendant d'aller un dimanche d'avril remettre leur pouvoir dans une boîte.
Mélenchon est l'allié de ceux qui veulent entretenir la confusion sur la démocratie en la réduisant au seul scrutin, semer la méfiance contre l'auto-organisation à la base, dans l'entreprise, le quartier ou l'école. Mélenchon retourne les mots d'ordre révolutionnaires contre eux-mêmes dans une spectaculaire galipette démagogique. Il joue pour ce faire sur toutes les peurs, sur celles des dominants bien sûr, mais aussi et surtout sur celles des dominés. Il a réussi jusqu'ici à capter un peu de la colère et de l'énergie dont il parle en lui disant ce qu'elle veut entendre, et aussi à la calmer en la mettant en garde contre elle-même. Homme de pouvoir, il a toujours voulu domestiquer la puissance sociale pour son propre compte et celui de ses maîtres, car il n'est qu'un fondé de pouvoir du capital, qui se pose comme ultime recours.
Ce personnage égocentrique, dont le discours et les actes ne coïncident pas – à l'instar d'un politicien « radical » de la Troisième République comme Daladier –, pense surtout au poste de ministre qu'il pourrait avoir dans un gouvernement de François Hollande. On a déjà connu de telles sagas personnelles lamentables, comme celle de Chevènement. Il faut pour les révolutionnaires dénoncer sans relâche l'imposture du tribun et ses mensonges. Alors oui, prenons le pouvoir : saisissons-nous de nos problèmes, élaborons collectivement nos luttes, construisons l'alternative à la base, et ne tombons pas dans le panneau des « hommes providentiels » auto-proclamés.

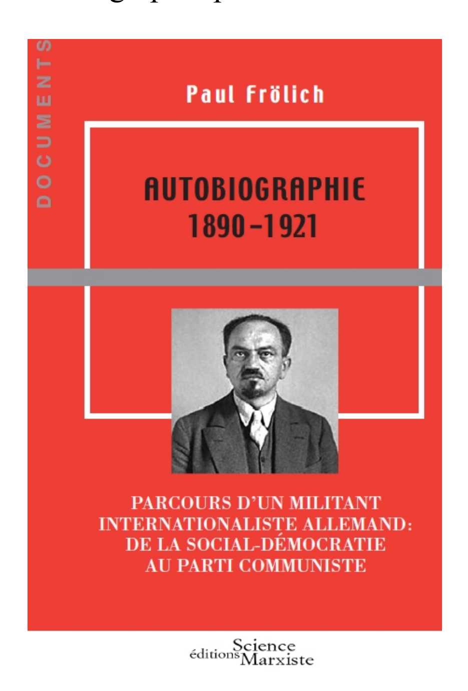


« *Il n'est pas de sauveurs suprêmes*
Ni dieu, ni césar, ni tribun »
(Eugène Pottier, *L'Internationale*)

*   *   *

Les Mémoires politiques de Paul Frölich

Il y a un an, dans un article consacré au marxiste allemand Paul Frölich, nous regrettions que ses Mémoires écrits à la fin des années 1930 soient toujours inédits[3]. Ce manque est désormais comblé : après une édition en italien, cette autobiographie paraît maintenant en français[4].



Paul Frölich, militant socialiste et communiste, auteur d'une biographie de référence sur Rosa Luxemburg, raconte successivement son enfance dans une famille socialiste, ses débuts comme journaliste pour la presse du SPD, sa mobilisation comme soldat pendant la première guerre mondiale – contre laquelle il militait –, sa participation à la révolution allemande de 1918-1919, et la clandestinité en tant que dirigeant communiste.
Ces Mémoires politiques sont très intéressants par la description de l'activité militante quotidienne, mais plus anecdotiques quand Frölich s'attarde sur de petits conflits de personnes. Parfois un peu trop dépendant de ses impressions de l'époque des faits, Frölich est par exemple injuste et réducteur envers Paul Levi, autre militant communiste de cette période (dont malheureusement aucun texte important n'a été jusqu'ici traduit en français).

Frölich rappelle que Rosa Luxemburg rejetait les méthodes bolcheviques, confirmant un article de Paul Levi (inédit en français) où ce dernier cite Luxemburg disant par exemple fin 1918 que « *les bolcheviks peuvent rester chez eux avec leur tactique* »[5].
Sur le débat concernant la participation aux élections de janvier 1919, Frölich nous apprend qu'il était en fait personnellement favorable à la participation, et n'a défendu le boycott au sein du Parti communiste (KPD) que parce qu'il était minoritaire dans sa section. A l'inverse, il affirme que Levi était personnellement pour le boycott mais qu'il défendit la participation par discipline[6]. On voit que les débats internes n'avaient pas toujours la plus grande clarté...
Frölich ne fait qu'esquisser le processus de transformation du KPD en bureaucratie. Mais en une phrase remarquable, il souligne « *la transformation des "révolutionnaires professionnels" en*

[3] « Paul Frölich (1884-1953) », *Critique Sociale* n° 14 (février 2011), pages 5 à 11. Egalement publié en brochure : *Paul Frölich, parcours militant du biographe de Rosa Luxemburg*, Critique Sociale, 2011.
[4] Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, Editions Science marxiste, 2012, 257 pages, 15 €. Traduction de Jacqueline Bois.
[5] Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, p. 139.
[6] Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, p. 134 à 137.

fonctionnaires de parti et finalement en une quantité de petits dictateurs autoritaires et inutiles qui étouffent toute démocratie dans le parti. »[7]

Le récit s'arrête curieusement en 1921, de façon abrupte et sans conclusion de l'auteur. On peut se demander si le texte devait bien s'arrêter là : la rédaction aurait-elle été interrompue, ou bien la fin du manuscrit aurait-elle disparu[8] ? Ou alors Frölich considérait-il que cette date marquait la fin de la période révolutionnaire, et qu'il n'était pas nécessaire de raconter les quinze années suivantes ? La narration de la suite de sa vie politique aurait pourtant été d'un grand intérêt : la lutte contre le stalinisme, contre le nazisme, l'exil, etc.
On regrettera par ailleurs que par le quatrième de couverture et la préface, l'éditeur tente de « tordre » le livre de Frölich dans le but de le faire rentrer dans le moule du dogme léniniste[9]. C'est là un mauvais service rendu à un texte qui, plutôt qu'artificiellement orienté de façon simplificatrice, gagne à être lu et réfléchi avec un esprit critique attentif et sans préjugé.

Il s'agit donc d'un document intéressant quoique inégal, mais qui ne comble évidemment pas l'absence d'une bonne synthèse en français sur l'histoire de la révolution allemande.

* * *

Les rapports de force électoraux dans la République de Weimar

« *Une démocratie amnésique est forcément fragile* » (Enzo Traverso)

Avec cet article, nous revenons sur cet aspect spécifique de l'histoire politique de l'Allemagne de 1919 à 1933. La république allemande avait été établie par la révolution de novembre 1918, qui avait renversé la monarchie. Elle fut renversée de fait début 1933, par la mise en place de la dictature nazie.

Nous donnons pour chaque élection nationale les résultats par parti[10], puis les regroupons en trois blocs : 1) gauches ; 2) centre ; 3) droite et extrême droite. Ces blocs se composent de la façon suivante :
- Gauches : SPD (sociaux-démocrates), USPD (socialistes de gauche), KPD (communistes, puis staliniens).
- Centre : Zentrum (parti pivot de cette république parlementaire), DDP et BVP.
- Droites : DVP (nationalistes-libéraux), DNVP (conservateurs) et NSDAP (nazis).

Deux évènements mondiaux sont subis de plein fouet par la société allemande à 10 ans de distance : le Traité de Versailles en 1919, puis la crise mondiale à partir de 1929. La période s'achève par la tragédie que fut l'arrivée au pouvoir du parti nazi, mouvement d'extrême droite qui mit rapidement en place une violente tyrannie qui aboutit à la guerre et à la barbarie antisémite.

---

7 Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, p. 217. Le concept même de « révolutionnaires professionnels » est en cause dans la bureaucratisation et l'abolition de la démocratie interne dans les PC, mais Frölich ne rentre pas ici dans ces problématiques.

8 Page 217, Frölich écrit qu'il reparlera dans la suite du texte du financement du KPD par le Komintern ; mais ça n'est en fait pas le cas, ce qui tend à renforcer l'idée que le texte ne serait pas complet.

9 Il y a également quelques erreurs dans les notes de bas de page, par exemple l'amendement sur l'attitude face à la guerre proposé en août 1907 par Luxemburg, Martov et Lénine ne fut pas rejeté (p. 83), mais au contraire adopté par le congrès de l'Internationale socialiste réuni à Stuttgart.

10 D'après : Jürgen Falter, Thomas Lindenberger, Siegfried Schumann, *Wahlen und Abstimmungen in der Weimarer Republik*, Verlag C.H. Beck, 1986, et : Richard Hamilton, *Who voted for Hitler ?*, Princeton university, 1982.

Janvier 1919, élection de l'Assemblée constituante :
SPD (gauche sociale-démocrate) : 37,9 %
Zentrum (centre catholique) : 19,7 %
DDP (centre démocrate) : 18,6 %
DNVP (droite conservatrice) : 10,3 %
USPD (gauche socialiste) : 7,6 %
DVP (droite libérale) : 4,4 %
Divers : 1,5 %

Blocs : gauches 45,5 %, droites 14,7 %, centre 38,3 %[11].

Au sortir de la révolution, les droites sont logiquement au plus bas. C'est un vote pour la république et pour les avancées sociales obtenues en novembre 1918 : d'où le vote massif pour le SPD. Aucun parti ne retrouvera un tel résultat dans un vote démocratique pendant toute la durée de la République de Weimar.

Friedrich Ebert du SPD, qui était depuis novembre 1918 chef du gouvernement, est logiquement élu par l'Assemblée premier président de la République, en février 1919. L'USPD refuse de s'associer au SPD, et c'est une coalition de centre-gauche qui gouverne : SPD, Zentrum et DDP. Le SPD s'allie donc sur sa droite, y compris dans l'élaboration de la constitution – qui est adoptée à l'été 1919 par l'Assemblée constituante siégeant à Weimar.

Les soulèvements de janvier et mars 1919 à Berlin sont violemment réprimés. La République des conseils de Bavière est également écrasée dans le sang. 1919 marque la fin de l'importance en Allemagne des conseils ouvriers, organes de revendication et de démocratie des travailleurs. Par contre, de nombreuses structures issues de l'Empire persistent.
En participant à cette alliance contre-révolutionnaire avec l'armée et les Corps francs (milices d'extrême droite), le SPD met un coup d'arrêt à la révolution dans la société allemande. Ses « corps intermédiaires » restent donc souvent conservateurs, voire anti-républicains, ce qui s'exprimera au cours des années suivantes. La République naissante « *connaît donc la lourde hypothèque que constitue la puissance inentamée des forces conservatrices maintenues par la social-démocratie.* »[12]
En mars 1920, certaines de ces forces réactionnaires tentent un coup d'Etat : c'est le « putsch de Kapp », qui est mis en échec par une grève générale unitaire.

Juin 1920, élections législatives :
SPD : 21,7 %
USPD : 17,9 %
DNVP : 15,1 %
DVP : 13,9 %
Zentrum : 13,6 %
DDP : 8,3 %
BVP (centre catholique bavarois) : 4,2 %
KPD (gauche communiste) : 2,1 %
Divers : 3,2 %

Blocs : gauches 41,7 %, droites 29 %, centre 26,1 %.

[11] Nous ne comptons les « divers » dans aucun de ces trois blocs, le total ne fait donc pas 100 %.
[12] Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Presses universitaires de France, 2003, p. 69. De même, selon Rita Thalmann : « *En définitive, il ne pouvait y avoir de démocratie en Allemagne sans une réforme profonde des structures de la société.* » (*La République de Weimar*, Presses universitaires de France, 1995, p. 122)

En janvier 1919, le SPD avait bénéficié des acquis obtenus par les travailleurs suite à la révolution de novembre 1918. Mais un an plus tard, la déception vis-à-vis du SPD au pouvoir est très nette avec une perte massive de voix – qui vont vers l'USPD, qui devient le deuxième parti du pays. Les deux principaux partis de gauche sont donc aussi les deux principaux partis du pays ; néanmoins les gauches reculent légèrement au profit de la droite, qui prend des voix au centre tout en restant cependant minoritaire.

En janvier 1919, une majorité du KPD s'était prononcée pour le boycott des élections, à l'encontre de la position de Luxemburg et Liebknecht, et suite à une surestimation de la situation (ils pensaient la révolution prolétarienne imminente). Ceux qui sont restés abstentionnistes sont exclus quelques mois plus tard, ce qui constitue un nouvel affaiblissement du KPD après l'éxécution de nombre de ses militants. Fin 1920, la majorité de l'USPD décide d'adhérer à l'Internationale communiste et fusionne avec le KPD, ce qui lui apporte des effectifs militants qu'il n'avait jamais eu auparavant. La minorité de l'USPD reste d'abord indépendante puis rejoint le SPD en 1922.
La reprise en main du KPD par Moscou se traduit par une conception automatiste de la révolution. Cette nouvelle tactique et les divisions internes contribuent à ses échecs. Fin 1923, le KPD est interdit durant quelques mois.
Les raisons de se mobiliser ne manquent pourtant pas, puisque le gouvernement centriste annule fin 1923 certaines conquêtes de la révolution de novembre 1918, ce qui se traduit par le rallongement de la durée du travail et d'autres reculs sociaux.

Mai 1924, élections législatives :
SPD : 20,5 %
DNVP : 19,5 %
Zentrum : 13,4 %
KPD : 12,6 %
DVP : 9,2 %
NSFP (nazis) : 6,5 %
DDP : 5,7 %
BVP : 3,2 %
Divers : 9,4 %

Blocs : gauches 33,1 %, droites 35,2 %, centre 22,3 %.

Le KPD, bénéficiant des éléments issus de l'USPD, réalise sa première percée électorale. Mais il y a une forte poussée à l'extrême droite, après la lamentable occupation de la Ruhr par l'armée française, ainsi qu'en raison des indemnités de guerre réclamées à l'Allemagne par les vainqueurs de 14-18. Dans ce contexte qui pousse par réaction au nationalisme, la gauche subit son plus lourd recul de toute la période de la république de Weimar. Les mesures impopulaires du gouvernement, qui font payer aux classes populaires la lutte contre l'inflation, conduisent logiquement au recul électoral des partis de la coalition de Weimar.
Les nazis se présentent sous l'appellation d'une coalition d'extrême droite, qui effectue un score assez médiocre. Mais ils font alors partie d'un courant plus vaste d'une droite nationaliste hostile à la République de Weimar, et en particulier haineuse envers les « *criminels de novembre* » (c'est-à-dire les participants de la révolution de novembre 1918).
Une coalition de centre-droit (Zentrum, DDP et DVP) est au pouvoir, mais sans majorité. Il faut donc procéder à de nouvelles élections.

Décembre 1924, élections législatives :
SPD : 26 %

DNVP : 20,5 %
Zentrum : 13,6 %
DVP : 10,1 %
KPD : 9 %
DDP : 6,3 %
BVP : 3,8 %
NSFP : 3 %
Divers : 7,7 %

Blocs : gauches 35 %, droites 30,9 %, centre 23,7 %.

Le SPD effectue la plus forte progression de ce scrutin, mais faute d'allié stable n'en profite pas. De façon plus générale, l'instabilité gouvernementale devient une constante.

Mars 1925, élection présidentielle :
Cette élection a lieu pour remplacer le social-démocrate Friedrich Ebert, décédé. La droite arrive en tête du premier tour avec 38,8 % des voix, le SPD fait 29 %, le centre 14,5 %, et le KPD 7 %. Le candidat nazi, Ludendorff (qui avait participé au « putsch de Kapp » de 1920), ne réunit que 1,1 % des suffrages.
Fait curieux, le SPD n'est plus présent au second tour, se désistant au profit du candidat du centre afin de faire barrage à la droite anti-républicaine. Mais c'est cette droite qui l'emporte, le militaire conservateur Hindenburg étant élu avec le soutien de toutes les droites : DVP, DNVP et nazis. Il obtient 48,3 %, le candidat centriste 45,3 %, et le candidat du KPD qui s'était maintenu obtient 6,4 %. Il sera reproché à ce dernier ce maintien, qui aurait permis l'élection d'Hindenburg.

Mai 1928, élections législatives :
SPD : 29,8 %
DNVP : 14,2 %
Zentrum : 12,1 %
KPD : 10,6 %
DVP : 8,7 %
DDP : 4,9 %
BVP : 3,1 %
NSDAP (nazis) : 2,6 %
Divers : 14 %

Blocs : gauches 40,4 %, droites 25,5 %, centre 20,1 %.

On observe la remontée des deux partis de gauche, la baisse des droites, et l'éparpillement électoral (notamment l'importance des petits partis), ainsi qu'une abstention en hausse.
Le SPD remporte nettement les élections, et dirige le nouveau gouvernement – qui rassemble une large coalition centriste.
Mais ce gouvernement est remplacé deux ans plus tard sur l'initiative du président Hindenburg. La coalition de Weimar a pris fin, un gouvernement de droite est mis en place en mars 1930. De plus, les centristes se « droitisent ».

La période est marquée par la crise économique mondiale, déclenchée aux Etats-Unis en octobre 1929. L'économie de l'Allemagne était dépendante des Etats-Unis, d'où des répercussions très importantes de la crise dans le pays. Le chômage de masse, qui en Allemagne préexistait à la crise, s'aggrave de façon tragique.

La situation sociale déjà très difficile est encore aggravée par le gouvernement, qui décide des baisses de salaires et autres mesures anti-sociales pour tenter de combler son déficit.

Septembre 1930, élections législatives :
SPD : 24,5 %
NSDAP : 18,3 %
KPD : 13,1 %
Zentrum : 11,8 %
DNVP : 7 %
DVP : 4,7 %
DDP : 3,8 %
BVP : 3 %
Divers : 13,8 %

Blocs : gauches 37,6 %, droites 30 %, centre 18,6 %.

Les nazis font une spectaculaire percée (au détriment des partis de droite), et deviennent la deuxième force électorale. C'est en particulier dans les campagnes que leurs résultats sont le plus important.
Mais le rapport de force entre les blocs reste à peu près stable. Les nazis ont siphonné les voix des autres partis de droite : DNVP et DVP perdent la moitié de leurs électeurs. C'était déjà le cas un an plus tôt lors d'élections locales, en novembre 1929, qui marquaient un succès des nazis « *au détriment de la droite traditionnelle.* »[13] En janvier 1930, pour la première fois un nazi (Wilhelm Frick) devient ministre dans un gouvernement régional, au sein d'une coalition de droite.
Le KPD devient la troisième force électorale. Mais, politiquement détruit de l'intérieur par le léninisme puis le stalinisme, le parti est complètement en dessous de la situation. Appliquant le sectarisme stalinien (dit de « la troisième période »), le « Front unique » n'est plus pour le KPD qu'un lointain souvenir. Etant donné le contexte, sa progression électorale reste limitée, et stérile.

Mars 1932, élection présidentielle :
Bien que premier parti du pays, le SPD ne présente pas de candidat, afin de faire barrage à Hitler. Mais pour cela, il soutient Hindenburg dès le premier tour !
Le KPD fait 13,2 %, Hitler fait 30,1 % : score sans précédent pour les nazis au niveau national. Mais Hindenburg, avec 49,5 % des voix dès le premier tour, est assuré de l'emporter.
Cette défaite sans combat de la social-démocratie ne va pas renforcer son prestige auprès des 6 millions de chômeurs que compte alors le pays. Même si la volonté de faire barrage au nazisme était incontestable, le fait de n'avoir pas pu trouver mieux que de faire bloc derrière Hindenburg montrait déjà l'état désastreux de la vie politique allemande.
Le conservateur Hindenburg est donc confortablement réélu[14]. Mais cette élection marque un véritable tournant en terme de rapport de force, au profit des droites. Le gouvernement conservateur durcit d'ailleurs sa politique.

Juillet 1932, élections législatives :
NSDAP : 37,4 %
SPD : 21,6 %
KPD : 14,5 %
Zentrum : 12,5 %

[13] Rita Thalmann, *La République de Weimar*, p. 107.
[14] Avec 53 % des voix, largement devant Hitler (36,8 %). Le candidat du KPD, qui s'est de nouveau maintenu, n'obtient que 10,2 % des suffrages.

DNVP : 6,2 %
BVP : 3,7 %
DVP : 1,2 %
DDP : 1 %
Divers : 1,9 %

Blocs : gauches 36,1 %, droites 44,8 %, centre 17,2 %.

Pour la première fois depuis le début de la République (et même avant la guerre de 14-18), le SPD n'est plus la première force dans les urnes. L'évènement majeur du scrutin est la forte poussée des nazis, qui consolident la percée effectuée par Hitler lors de la présidentielle. Les nazis ont récupéré presque toutes les voix des autres partis de droite (qui sont laminés), ainsi que des petits partis. Ce sont les élections législatives les plus marquées à droite de toute l'histoire de la République de Weimar.

Le KPD est en légère hausse, mais ne récupère pas toutes les voix perdues par le SPD. Les gauches restent cependant au dessus de leur niveau de 1924.
Le KPD est en progression constante de 1928 à 1932. Mais son sectarisme stalinien, renforcé par certaines attitudes du SPD, entérine la division du mouvement ouvrier. Les essais de voie indépendante, le marxisme anti-stalinien du KPD-O et du SAP, n'auront jamais d'impact électoral (de façon d'autant plus évidente pour le KAPD – Parti communiste ouvrier, créé en 1920 – qui refusait de se présenter aux élections et prônait l'abstention).

La campagne est marquée par de nombreuses violences des nazis contre les partis de gauche. Ces violences meurtrières anti-marxistes s'inscrivent en parallèle d'un anti-socialisme gouvernemental, puisque le pouvoir de droite destitue le 20 juillet la direction SPD du Land de Prusse.

En août 1932, c'est cette assemblée qui élit le nazi Hermann Göring comme président du Reichstag, suite à une alliance du NSDAP avec le centre-droit.
Le gouvernement de droite propose également aux nazis des ministères, dont un poste de numéro deux du gouvernement pour Hitler. Mais ce dernier refuse : il veut diriger l'Etat, donc le poste de chancelier, ou rien. Les nazis restent donc provisoirement dans l'opposition. Le gouvernement étant en conséquence minoritaire au Reichstag, on procède à de nouvelles élections.

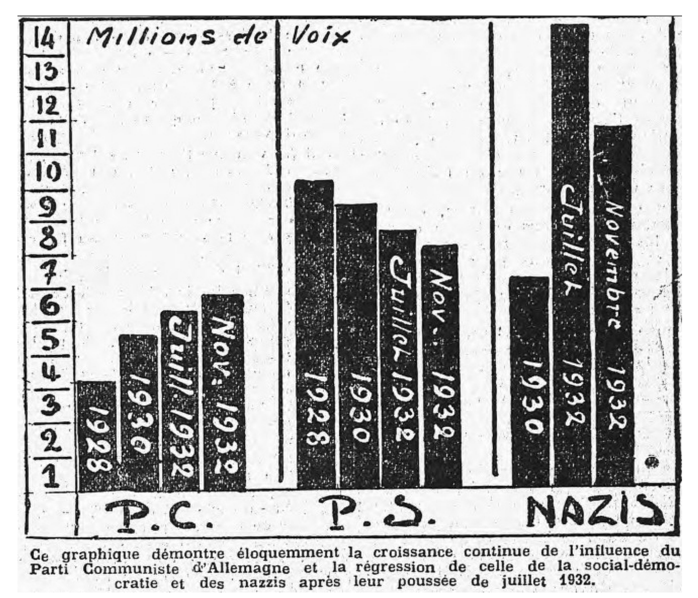
Novembre 1932, élections législatives :
NSDAP : 33,1 %
SPD : 20,4 %
KPD : 16,9 %
Zentrum : 11,9 %
DNVP : 8,9 %
BVP : 3,4 %
DVP : 1,9 %
DDP : 1 %
Divers : 2,5 %

Blocs : gauches 37,3 %, droites 43,9 %, centre 16,3 %.

Les nazis reculent, l'abstention est en hausse. A Berlin, le KPD arrive pour la première fois en première position avec 31 % voix (contre 26 % aux nazis, et 23,3 % au SPD[15]) ; il réalise surtout au

[15] Il faut remarquer que lors de ces dernières élections démocratiques, les nazis ne sont en tête dans aucune des trois plus grandes villes allemandes de l'époque : c'est le KPD qui l'emporte à Berlin, le SPD à Hambourg, et le Zentrum à Cologne

niveau national le meilleur résultat de son histoire. Mais en réalité, les rapports de force ont très peu changé depuis juillet.



Graphique publié par *L'Humanité* du 8 novembre 1932.

Léon Blum écrit que « *le flot raciste retombe et reflue pour la première fois.* » Mais, se laissant emporter par son optimisme, il ajoute que « *entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable est dressée.* »[16]

Or, c'est sans nouvelle élection qu'il va accéder au pouvoir, en étant appelé par Hindenburg le 30 janvier 1933 à former un gouvernement de coalition de droite. Hitler est donc finalement « *arrivé au pouvoir par la volonté de la classe dirigeante* »[17].


Dienstag, 31. Januar 1933
Nr. 26 / 3. Jahrgang
BRESLAU

Preis 10 Pfg.
Reichsausgabe

SAZ
Sozialistische Arbeiter Zeitung
TAGESZEITUNG DER SOZIALISTISCHEN ARBEITERPARTEI

Heut bringt die SAZ:
Dresdner Polizei ist schuld
Haussuchung bei SAP
Die Berliner SPD-Demonstration
Französische Regierungskrise
Arbeitersport und Sportabzeichen
Geplatztes Wirtschaftswunder
Wie es heute in Amerika aussieht

Hitler Reichskanzler!
Alarm für die ganze Arbeiterklasse

Le quotidien du SAP (parti socialiste révolutionnaire[18]) le 31 janvier 1933 : « *Hitler chancelier du Reich ! Alarme pour l'ensemble de la classe ouvrière* ». Ce journal fut interdit peu après.

Le 5 mars 1933, de nouvelles élections se déroulent dans un contexte non-démocratique (elles sortent ainsi du cadre de notre article). La terreur et les arrestations ont déjà commencé, même si des listes

---

(le KPD arrivant deuxième).

[16] Léon Blum, « Résultats et sens des élections allemandes » (*Le Populaire*, 8 novembre 1932). *L'Humanité* va encore plus loin dans le triomphalisme déconnecté de la réalité, semblant oublier que les nazis ont remporté deux fois plus de suffrages que le KPD. Le quotidien de « référence » de l'époque, *Le Temps*, écrit de même que « *pour le parti de Hitler, le déclin a commencé* » (8 novembre 1932). Selon *Le Figaro*, cette « *défaite grave* » des nazis « *est le premier pas sur une pente qui risque d'être rapidement descendante* » (7 novembre 1932). L'aveuglement est donc largement répandu.

[17] Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, p. 82.

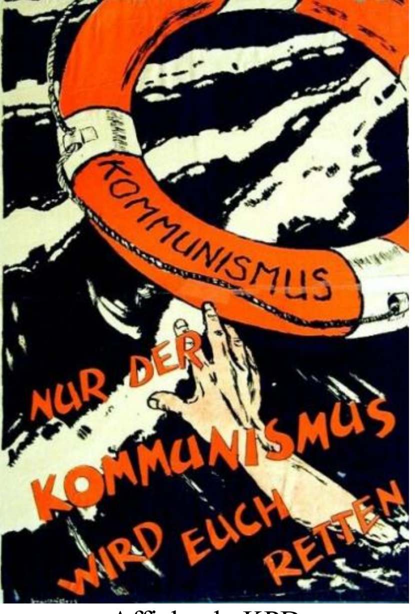
[18] Sur le SAP (*Sozialistischen ArbeiterPartei*), voir notre article sur un de ses militants : « Paul Frölich (1884-1953) », *Critique Sociale* n° 14 (février 2011) – voir l'article précédent.

de gauche peuvent encore être présentes (sans réellement pouvoir faire campagne). Même dans ces conditions largement faussées, les nazis ne vont pas obtenir la majorité absolue, mais 43,9 % des voix – et ce bien que tous les autres partis soient en recul.
Mais le 23 mars 1933, le Reichstag vote les pleins pouvoirs à Hitler. Les députés communistes sont déjà arrêtés ou en exil. Les seuls députés de gauche sont donc les socialistes, qui votent tous contre. L'ensemble des autres partis rallient Hitler en votant pour. Le nazisme bénéficie ainsi d'une majorité artificielle qu'il n'a jamais obtenu dans aucune élection démocratique au suffrage universel. La tyrannie se met en place en achevant une république déjà à l'agonie[19].

La violence politique a été le mal qui n'a cessé de ronger la République de Weimar. Ce n'est pas la Révolution qui en est à l'origine, mais au contraire la répression contre-révolutionnaire exercée par les Corps francs, avec l'appui du SPD soucieux de se maintenir au pouvoir. Les assassinats de janvier et mars 1919, tant de milliers d'anonymes que de figures révolutionnaires comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Gustav Landauer et Eugen Leviné, ont été le crime originel dont le régime était coupable, et dont il est mort. Le soulèvement de janvier 1919 s'était achevé « *par l'écrasement des insurgés dans un bain de sang scellant irrémédiablement la division de la gauche et sans doute le destin de la République en gestation* »[20].
Avant même cela, les quatre années de violence et de meurtres quotidiens que fut la Première Guerre mondiale avaient ruiné le pays. La violence sociale générée par la crise économique a ensuite renforcé cette violence politique, jusqu'au drame. Toutes les grandes forces politiques du pays ont une part de responsabilité. Le comportement de certains gouvernements étrangers, en particulier la politique agressive de la France, a également contribué à la déstabilisation de la République de Weimar. La crise mondiale de 1929 a achevé de compromettre un régime déjà fragilisé.
Il y a eu une porosité entre la droite et l'extrême droite, d'abord des thématiques puis de l'électorat. Le recours à des boucs émissaires (en particulier par l'antisémitisme), l'anticommunisme, le chauvinisme, rassemblaient bien avant 1933 la droite conservatrice et les nazis.
Cela nous rappelle qu'on ne doit pas céder d'un pouce face aux discours de haine et aux raccourcis simplificateurs. Il ne faut pas prendre non plus ses désirs pour des réalités : un recul en voix d'un courant politique ennemi ne signifie pas forcément le début de sa disparition historique.



Affiche de l'USPD



Affiche du KPD



Affiche anti-nazie du SPD

---

[19] Sur la période de novembre 1932 à mars 1933, voir le témoignage de Juan Rustico, *1933 : la tragédie du prolétariat allemand*, Editions Spartacus, 2003.
[20] Rita Thalmann, *La République de Weimar*, p. 14.

* * *



« *La Libertad es siempre la del que piensa differente* » (Rosa Luxemburg), inscription dans une rue de Cuba par un marxiste anti-castriste.

* * *

« Les travailleurs n'ont pas de patrie »
(Karl Marx)

« Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 19, janvier 2012

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás